



Propos recueillis par Thierry MARCHANDISE

Jean-Pascal van Ypersele est un peu le monsieur climat belge. Scientifique, professeur à l'UCLouvain et membre du GIEC, il garde un regard lucide et positif sur la planète Terre. Notamment, mais pas uniquement, grâce aux jeunes.

Jean-Pascal van YPERSELE

« NOUS N'AVONS PAS DE PLANÈTE DE RECHANGE »

- Quelles sont vos racines ?

- J'ai eu la chance de naître dans un village, à Hastière, ce qui m'a permis d'être, dès mon enfance, connecté à la nature. Je viens d'une famille aisée et chaleureuse. Mes parents étaient universitaires. Dans mes racines plus lointaines, je trouve à la fois la figure de Théodore Verhaegen, mais aussi celle d'Henri Carton de Wiart. Ce dernier a eu une carrière politique comme Premier ministre et ministre. Il est le père de la loi de 1912 sur la protection de l'enfance. Il a aussi été avocat et a défendu l'abbé Daens, prêtre flamand qui a lutté aux côtés des mineurs en grève à la fin du XIX^e siècle. Je pense que l'idée de résistance est déjà bien présente dans mes racines familiales. J'ai aussi été très engagé dans le Mouvement des jeunes pour la paix qui était l'organisation de jeunesse du Mouvement chrétien pour la paix.

- Très tôt, l'astronomie vous passionne...

- Nostradamus était le surnom donné par mes condisciples d'école et je peux les comprendre. Peu après mon seizième anniversaire, j'ai eu la chance de pouvoir débarquer dans un coin perdu du nord du Kenya, aux confins de l'Éthiopie et de la Somalie, pour observer dans des conditions idéales la plus longue éclipse solaire totale du XX^e siècle - plus de cinq minutes - en compagnie d'une équipe internationale d'astronomes.

« L'idée de résistance est déjà bien présente dans mes racines familiales. »

J'avais toujours trouvé fascinante l'observation du ciel. Là, j'étais chargé de responsabilités importantes confiées par des professionnels, notamment celle de photographeur par infrarouge la couronne solaire et de réaliser des mesures météorologiques. Adolescent j'ai aussi été invité au palais royal, grâce à ma maman chargée de ses œuvres d'art. J'ai rencontré personnellement les équipages d'Apollo 8 et d'Apollo 11 venus raconter leur périple respectif au couple de souverains.

- Quelles études avez-vous faites ?

- La physique à Louvain. J'ai échoué en troisième car je militais pour la paix, le développement et les droits humains et j'ai eu trop peu de temps pour m'intéresser vraiment au contenu de mes cours. Aujourd'hui, je suis professeur ordinaire à l'université et je participe depuis près de trente ans aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dont j'ai été le vice-président de 2008 à 2015. Je suis aussi membre de l'Académie royale de Belgique, du Conseil fédéral belge du développement et du Conseil scientifique de météo-France.

- Comment le GIEC travaille-t-il ?

- Son dernier rapport compte trois mille pages ! Il est obtenu par consensus entre les experts qui travaillent principalement sur la littérature scientifique et analysent environ trois cent quarante mille documents qui contiennent des divergences et des expertises différentes sur l'opportunité de ce qu'il faut faire ou non. Ces équipes d'auteurs, interdisciplinaires et internationales, font l'évaluation de toute cette matière scientifique autour d'une table des matières décidée et négociée avec les gouvernements au début du cycle. Elle peut changer d'un cycle à l'autre.

- Le dernier rapport contient un mot nouveau : la sobriété.

- Elle est bien l'un des points nouveaux. Le rapport relève que 45% des émissions mondiales de CO₂ viennent des 10% les plus riches du monde, qui ne se trouvent pas uniquement dans les pays développés. J'essaie de pratiquer moi-même la sobriété en utilisant une petite voiture électrique de huit ans que je recharge grâce à des panneaux solaires. Mais il faut aussi un beaucoup plus grand partage des ressources, une plus grande justice entre le Nord et le Sud, entre ceux qui ont les moyens et ceux qui ont moins ou pas du tout. Il faut une plus grande attention à la durabilité, à la propreté des processus qui sont en œuvre dans toutes les activités. Ce doit être transversal, dans tous les domaines, pas seulement pour le climat, mais aussi pour la biodiversité.

- Notre planète est-elle unique ?

- Notre planète a la chance extraordinaire d'être à la bonne distance du soleil. Vénus est trop près, la température y est de cinq cents degrés avec beaucoup de CO₂. Jupiter ou Saturne sont trop loin, avec une température à moins deux cents degrés. La Terre a tous les éléments chimiques nécessaires pour permettre la vie magnifique des saisons. Nous sommes pourtant en train de la dégrader alors que nous n'avons pas de planète de rechange puisque celles du système solaire sont inhabitables.

- Pensez-vous que la jeunesse doit faire la révolution ?

- Beaucoup de jeunes sont effectivement outrés par la manière dont vivent les plus âgés. Ils ont manifesté, mais ils voient que cela ne suffit pas. Ils sont tentés de faire autrement, d'avoir des gestes plus violents, et je pense que cela va sans doute arriver à un moment donné. Il faut s'attaquer à la racine de cette violence, même si les comportements actuels qui détruisent l'environnement sont aussi, d'une certaine manière, violents. La révolution, selon moi, ne doit pas venir nécessairement des jeunes, car ce ne sont pas

eux qui possèdent le plus de moyens d'agir ni les leviers utiles ou les réseaux de connaissances dans différents milieux.

- Mais la pression des jeunes et leur énergie sont-elles utiles à la cause climatique ?

- Je le crois ! Je dis souvent que mettre un rapport du GIEC dans un tiroir après s'être fait photographier le jour de sa remise, quand on est décideur politique, c'est assez facile. Mais mettre dans un tiroir le regard d'un jeune

« Ma spiritualité est surtout une espèce de connexion à tout ce qui est vivant dans le monde. »

ou d'une jeune qui vous interpelle parce que vous fichez en l'air son avenir, c'est beaucoup plus difficile. Les jeunes ont donc un rôle très utile. J'ai la faiblesse de croire que ce sont eux, notamment Greta Thunberg, mais pas seulement, qui ont réussi à faire en sorte que l'Union européenne ait un plan. Avec l'espoir que ce plan puisse en grande partie être transformé en législation pour réduire les émissions de CO₂ de 55 % au lieu de 40%. Tout le monde a encore en mémoire les centaines de milliers de jeunes dans les rues et beaucoup d'entre eux restent mobilisés.

- Comment faire en sorte que l'information circule ?

- Elle est pour moi essentielle. Je suis responsable de la Plateforme wallonne pour le GIEC créée par le gouvernement wallon qui collabore avec l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC). Ses activités principales sont la mise en place d'un registre d'expertise scientifique à propos des changements climatiques ou l'analyse des nouvelles publications scientifiques dans les domaines concernés par les changements climatiques. Et aussi l'information aux preneurs de décision, aux acteurs concernés et à un public plus large via notamment sa lettre trimestrielle. Elle participe à des conférences, coordonne le travail de relecture des rapports du GIEC par des experts francophones et contribue aux travaux du Comité des experts du décret climat.

- La démocratie peut-elle faire aussi progresser les consciences ?

- Nous savons ce qu'il faut faire pour notre planète et on doit en discuter en démocratie. Il faut aussi faire de la pédagogie, écouter les gens, organiser, comme je l'ai fait, des conventions citoyennes qui sont des occasions de structurer le débat entre dix citoyens, des experts et des décideurs économiques. Dans ce cadre, même des climatoseptiques, informés par des experts, peuvent changer d'avis dans la mesure où ces citoyens prennent conscience qu'il y va de l'avenir de leurs enfants et petits-enfants. Ils réalisent alors que, même des mesures inconfortables pour eux, peuvent être acceptées car leur intérêt est compris. La proposition de David Van Reybrouck d'envisager la participation citoyenne me paraît intéressante. Les choses sont complexes et c'est d'autant plus difficile dans une société consumériste.

- Vous menez aussi un combat contre le harcèlement dans votre université...

- Déjà, quand j'étais étudiant en kot à l'UCL, il y a quarante ans, j'ai été volontaire pour assurer des gardes de nuit à SOS VIOL. La mission du kot communautaire était d'être l'interface sciences-société au centre Galilée où

les victimes pouvaient être accueillies. Et il y a à peu près un an, j'ai été confronté à des situations dont des collègues féminines étaient victimes. J'ai commencé à regarder cette question de plus près dans ma Faculté des Sciences et j'ai été révolté par ce que j'entendais et ce que je lisais aussi. J'ai commencé à soutenir les femmes au conseil de l'Institut et je suis resté informé. J'ai découvert qu'un certain nombre d'entre elles s'étaient mobilisées, mais que c'était de plus en plus douloureux et difficile pour elles.

- Vous vous êtes alors mobilisé à votre tour...

- Un cas grave à la VUB a débouché, suite à une vingtaine de plaintes de femmes harcelées, au licenciement d'un professeur. À la suite d'une série d'articles sur le sujet publiés par *De Morgen*, il a été fait appel à des témoignages dans d'autres universités flamandes ou des grandes écoles. Ce journal m'a contacté pour faire un commentaire. Et l'interview publiée le 14 février dernier a fait quelques vagues. J'ai reçu un courriel d'un groupe d'étudiantes de l'UCLouvain qui souhaitait que j'intervienne le lendemain lors d'une manifestation prévue de longue date. J'étais à ce moment-là en plein travail au GIEC, mais j'y suis allé et je n'ai pas mâché mes mots. Ensuite, j'ai reçu des dizaines de témoignages, principalement de mon université. Je pense que j'ai enfin ouvert une porte sur ce qui existe depuis des années sans que cela soit vraiment pris en compte. J'ai demandé rendez-vous au recteur dont j'ai attiré plusieurs fois l'attention sur cette question.

- Vous semblez ne pas aimer les étiquettes...

- Si, étant jeune, j'ai mené beaucoup de combats, je n'ai jamais eu les cheveux longs. C'est l'occasion pour moi de dire qu'il faut se méfier des étiquettes que l'on met sur les gens en fonction de leurs cheveux, que je n'ai plus beaucoup, ou de la couleur de leur peau, ou de leur religion, ou de leur opinion. En Belgique, on aime beaucoup les étiquettes. Je pense à Anne-Marie Lizin qui a été fort critiquée, mais qui s'est démenée incroyablement au moment de la disparition de Jacques Valéry. Elle qui était sénatrice socialiste s'est mobilisée pour retrouver un prêtre catholique disparu dans le désert et elle a contacté ses relais algériens. J'ai tissé moi-même des liens forts avec des gens très différents de moi, notamment avec elle.

- Et la spiritualité ?

- C'est une question que l'on ne me pose jamais en interview et je n'ai donc pas vraiment préparé de réponse. Ma spiritualité est surtout une espèce de connexion à tout ce qui est vivant dans le monde. C'est peut-être un peu abstrait, mais je pense qu'elle est la connexion invisible que nous avons quand nous sommes dans la nature, quand nous sommes en contact réel avec ce qui est vivant, pas forcément humain. Et c'est aussi celle avec l'amour. Pour moi, Dieu, c'est tout simplement l'ensemble de ce qui représente l'amour à la surface de la Terre. Et l'amour est partout. Il n'est pas visible comme tel, mais il peut le devenir dans les relations humaines, et aussi dans l'économie, la politique, la manière dont on organise la société. Dire que Dieu est l'amour me permet de me raccrocher à beaucoup de choses. Et pour la célébration de la spiritualité, la créativité peut être riche. Quand je me suis remarié en 2015, comme mon épouse ne partage pas mes convictions religieuses, nous avons fait une célébration à bord d'un bateau sur la Meuse, un lieu neutre, avec une conjonction d'éléments chrétiens et proches du bouddhisme. ■

plateforme-wallonne-giec.be/actualites/